

*Initiatives ministérielles*

On demande à ces gens de se contenter d'un salaire moindre alors qu'il leur en coûtera plus cher pour vivre. Le gouvernement actuel ne s'est jamais penché sur cette question. Monsieur le Président, je trouve paradoxal que, dans le cadre de cette mesure, le gouvernement accorde à un certain nombre, je crois qu'ils sont 33 000 fonctionnaires, un montant forfaitaire de 500 \$.

Si le gouvernement avait été sérieusement voulu négocier, il aurait fait une offre initiale vendredi dernier. Ça aurait pu être, selon les propos même du gouvernement, une mesure destinée à aider les travailleurs les moins rémunérés. Mais le gouvernement n'a rien fait. Il a préféré attendre que la grève reprenne. Il a attendu que la Commission des relations de travail dans la Fonction publique rende sa décision. À présent, il refuse d'infléchir sa position.

Il sait qu'il lui est possible de négocier. Il sait que la fonction publique et le gouvernement pourraient finir par s'entendre sur certains points dont mon collègue a fait mention. Mais le gouvernement actuel ne veut pas entendre parler de régler quoi que ce soit.

**M. Jesse Flis (Parkdale—High Park):** Monsieur le Président, je remercie le député de Churchill pour son excellente analyse du sujet. Je voudrais lui poser une question à propos du moral des fonctionnaires.

Dans ma circonscription, dans le même immeuble que mon bureau de comté, en fait, se trouve un service du ministère de la Citoyenneté. De l'autre côté de la rue, en face, loge la Commission canadienne de l'emploi. Non loin de ma circonscription, il y a des bureaux de l'Immigration. Ma circonscription compte donc de nombreux fonctionnaires fédéraux, qui sont touchés par cette grève.

Ces gens-là sont très consciencieux. Ils savent qu'ils sont là pour servir la population, pour aider les Canadiens. Je veux dire qu'ils sont heureux de rendre leurs clients heureux.

Ce que j'ai remarqué dernièrement, monsieur le Président, c'est que le moral de ces travailleurs est au plus bas. Peu importe le ministère avec lequel on fait affaire, les fonctionnaires sont pleins de bonne volonté, mais le gouvernement les a tellement maltraités que leur moral est au plus bas.

Le député de Churchill a-t-il remarqué la même chose dans sa circonscription ou le phénomène est-il unique à la région de Toronto?

**M. Murphy:** Monsieur le Président, je pense qu'il est évident pour beaucoup de gens dans cette pièce et dans tout le Canada que le moral des troupes va en prendre un sérieux coup. Ce n'est pas un problème nouveau, mais il va s'aggraver considérablement à l'avenir.

Je me souviens de la réaction des fonctionnaires après la mise en oeuvre du programme anti-inflation des années 70 et du programme des six et cinq dans les années 80. En écoutant les doléances des gens à Brandon, au Manitoba, la semaine dernière, je me suis dit qu'on ne pouvait continuer de traiter les gens de cette manière et s'attendre à ce qu'ils reviennent au travail le sourire aux lèvres.

Le fait est que certains députés de ce gouvernement fulminent contre les fonctionnaires, qui devront retourner au travail pour toucher le tiers de ce que gagnent ces députés conservateurs et faire le travail qu'on s'attend d'eux en sachant que le gouvernement n'a absolument aucun égard pour eux.

J'espère que ces fonctionnaires ne vont pas s'en prendre au public, mais je m'attends à ce que le gouvernement ait désormais beaucoup de difficulté à obtenir la collaboration de ses employés à cause du traitement qu'il leur a infligé.

[Français]

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Reprise du débat. La parole est à l'honorable député de Portneuf.

**M. Marc Ferland (Portneuf):** Monsieur le Président, je me lève aujourd'hui encore sur cette question du projet de loi C-29, qui ne me plaît pas particulièrement, mais qui malheureusement est nécessaire. Il est nécessaire pourquoi? Parce qu'il m'apparaît qu'il y a des gens dans ce pays qui abusent un peu de leurs pouvoirs, qui leur ont été confiés de bonne foi par des gens à la base. Et là je fais allusion à M. Bean qui est le président de l'Alliance de la Fonction publique.

Les gens de la base lui ont fait confiance, des gens avec qui je travaille tous les jours de la semaine, à longueur d'année, des gens avec qui j'ai pu au cours des sept dernières années développer des relations de travail, être capable de développer avec eux une meilleure compréhension du milieu d'intervention, via les différents services que la population s'est donnés, et aujourd'hui certains dirigeants voulant se donner une certaine forme de capital politique ou voulant supporter certains partis